Prolétaires de tous les pays, unissons-nous

n°183
17 mars 2024
p.a.f. 1 €
Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd
Union communiste internationaliste (trotskyste)

Les travailleurs ne peuvent en aucune façon faire confiance à l'extrême droite

Le show de la campagne électorale commence. Du côté francophone, les présidents de parti ont donné le coup d'envoi lors d'un débat sur la RTBF. Et comme tous les cinq ans, ils ont entamé l'étalage de leurs promesses mensongères.

Mais nous sommes nombreux à ne plus croire à leur cirque électoral.

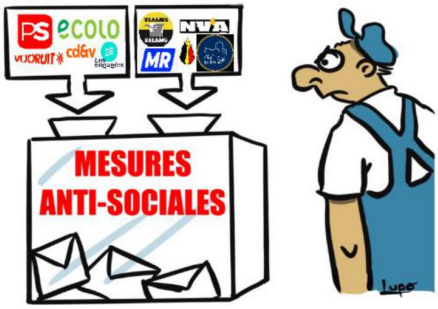
La réalité, c'est que tout empire, avec la complicité des gouvernements qui se succèdent !

Les entreprises licencient impunément. Les loyers explosent, alors que les salaires, les pensions, les allocations sont rongées par la hausse des prix. Et les risques de guerre se multiplient, partout les dépenses militaires augmentent, et les discours va-t'en guerre, comme ceux de Macron, deviennent la norme.

Alors, en Flandre, c'est le Vlaams Belang qui est donné en tête des élections. En Wallonie, l'extrême droite monte aussi, même si cela ne se traduit pas encore dans les sondages électoraux. Beaucoup d'électeurs se disent « *ceux-là, on ne les a pas encore essayés, ils n'ont pas encore été pourris par le fait d'avoir été au gouvernement comme les partis socialistes, libéraux, centristes, chrétiens et écologistes* ».

Mais il suffit de regarder dans les autres pays pour voir que l'extrême droite n'est pas du côté des travailleurs !

En Italie, Giorgia Meloni et son parti d'extrême droite Fratelli d'Italia, dirige le gouvernement. Là, elle mène une politique anti-ouvrière brutale au service des capitalistes. L'une de ses premières mesures a été de démolir le « revenu de citoyenneté », un revenu minimum de survie dont dépendaient des centaines de milliers de familles. Et, preuve de sa servilité aux capitalistes, quand Meloni a déclaré vouloir taxer les banques comme elle l'avait promis lors de sa campagne, il ne lui a fallu que 24 h pour retourner sa veste, terrifiée par la tempête que les spéculateurs ont, en réponse, déclenchée sur les marchés financiers !



Partout où l'extrême droite dirige, c'est contre les travailleurs ! En Autriche, c'est le parti FPÖ, qui a participé au gouvernement de 2017 à 2019, et qui a réintroduit la semaine des 60 heures. En Pologne, avant d'être remplacé par un autre gouvernement, le gouvernement d'extrême droite avait restreint toutes les libertés, et notamment celle d'avorter. En Hongrie, le gouvernement de Viktor Orban a fait voter en 2019 une loi qui permet à un patron d'exiger de ses salariés jusqu'à 400 heures supplémentaires par an, payables trois ans plus tard. Et puis en Israël, le gouvernement d'extrême droite de Netanyahou contribue à voler les terres des Palestiniens et assassine massivement dans la bande de Gaza.

Partout où elle arrive au pouvoir, l'extrême droite fait la démonstration de son vrai visage : celui du pire ennemi des travailleurs !

L'extrême droite en Belgique ne fait pas exception. Quand le patronat réclame du prochain gouvernement des mesures d'austérité, que le gouverneur de la Banque Nationale parle d'au moins 2,5 milliards par an à rogner sur les dépenses publiques, et réclame un gel des salaires, le Vlaams Belang déclare : « *il y a encore de l'argent à récupérer !* » et, « *nous nous concentrons sur la réduction des dépenses et des coûts* » ! En clair, cela veut dire que c'est encore dans la poche de la population, et en particulier des travailleurs, des chômeurs et des pensionnés, que le Vlaams Belang compte récupérer de l'argent.

Voilà ce que veulent les politiciens d'extrême droite ! Comme tous ceux qui cherchent à mettre le nez dans la mangeoire des gouver-

nements, ils multiplient les promesses et les discours démagogiques pour séduire les électeurs, mais s'ils sont élus, ils feront payer la crise à la population, comme les autres.

Quoi qu'il en soit, le patronat attend du prochain gouvernement une offensive considérable contre la population, peu importe que la composition de la coalition, avec l'extrême droite ou sans.

La seule chose qui pourrait s'y opposer ce sont des luttes larges et déterminées du monde du travail !

Aujourd'hui, se défendre collectivement paraît impossible à la majorité des travailleurs tant ils se sentent isolés et pris dans l'étau de la concurrence entre travailleurs. Dans les entreprises beaucoup ressentent : « oui, c'est tout le système qu'il faudrait changer, ça serait possible en s'y mettant tous ensemble, mais aujourd'hui chacun est tenu par mille problèmes, et essaye de s'en tirer individuellement. »

Devant cette absence de perspective du monde du travail, l'extrême droite se trouve encore une fois être la pire ennemie des travailleurs ! Car l'extrême droite se nourrit de la division et l'approfondit, en montant les Flamands contre les Wallons, les Belges contre les immigrés, les hommes contre les femmes, ceux qui ont un emploi contre ceux qui n'en ont plus…

Alors face aux conséquences de la crise, face à l'austérité que tentera d'imposer le prochain gouvernement et face aux guerres qui se rapprochent, les travailleurs ne doivent pas voter pour l'extrême droite, leur pire ennemi, mais se préparer aux luttes de demain, en faisant tomber toutes les divisions et toutes les frontières, qui ne servent que les intérêts du patronat !

Leur société

Plus de canons, moins d'hôpitaux

Dans toute l'Europe, les gouvernements dépensent toujours davantage pour l'armement. En Belgique aussi, tous les partis qui briguent le gouvernement veulent que la Belgique dépense au moins 2 % de son PIB pour l'armée — c'est-à-dire plus de 11,5 milliards d'euros par an.

Dans le même temps, ces gouvernements ont commencé à imposer l'austérité à la population. Selon Alexia Bertrand (Open VLD), la Belgique devrait ainsi économiser plus de 5 milliards par an, soit quasiment le budget cumulé du chômage et de la maladie-invalidité.

Certains, comme le PS, dressent une liste de promesses intenables tout en sachant que le gouvernement ne pourra pas les tenir.

D'autres, comme la NVA et le Vlaams Belang annoncent la couleur de leur politique : attaques contre les soins de santé et démagogie anti-immigrés.

La NVA et le Vlaams Belang prétendent d'abord diminuer les budgets pour l'asile et la coopération au développement. Les gouvernements occidentaux (dont la Belgique) et les capitalistes sèment la misère et la guerre aux quatre coins du monde et poussent des millions de travailleurs à migrer.

Quand ils arrivent ici, en prenant des risques mortels, beaucoup sont forcés de dormir dans la rue par manque de place dans les structures d'accueil. La démagogie anti-immigrée de la NVA et du Vlaams Belang ne peut qu'aggraver la situation sociale ici et là-bas.

En coupant dans les budgets des quelques projets de développement dans les pays du Sud et en forçant ici plus de gens à vivre à la rue, cela ne fera qu'aggraver la misère, la précarité et la violence pour tous.

Pour trouver les milliards pour acheter des armes, la NVA et le Vlaams Belang prévoient aussi de faire des économies sous couvert de « rationaliser » le fonctionnement des soins de santé. Concrètement, ils vont encore diminuer le nombre de travailleurs dans ces secteurs, augmenter la pression sur ceux qui restent et moins rembourser les soins.

Cela montre que les travailleurs n'ont aucun intérêt à espérer dans ces politiciens qui sont comme les autres, qui mentent pour gagner des voix. Ils prétendent défendre « les Flamands », mais ils sont en fait au service du patronat belge et des capitalistes en général !

Extrême droite condamnée au tribunal… mais assise au parlement et protégée dans la police et l'armée

Dries Van Langenhove, le chef du groupe d'étudiants d'extrême droite Schild & Vrienden, et ancien député fédéral Vlaams Belang, a été reconnu coupable de racisme et de négationnisme. Il a été condamné en première instance à un an de prison ferme, 16.000€ d'amende et dix ans d'interdiction d'exercer ses

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales.
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

droits civils. Évidemment, Van Langenhove a déjà annoncé qu'il irait en appel, ce n'est donc pas demain qu'on le verra derrière les barreaux, si cela arrive un jour…

Ce procès est surtout l'occasion pour Van Langenhove d'apparaître comme un martyr et un opposant au système. Mais ce n'est là qu'une illusion.

Ça n'est pas par hasard qu'Elon Musk, le capitaliste derrière l'entreprise de voitures électriques de luxe Tesla, connu pour faire la chasse aux syndicats dans ses usines, a pris publiquement position en soutien à Van Langenhove. Il sait que comme tous les démagogues d'extrême droite, le chef de Schild & Vrienden est au service des intérêts capitalistes !

Aujourd'hui, les capitalistes n'ont pas encore besoin des groupes d'extrême droite violents comme Schild & Vrienden. Les partis comme le Vlaams Belang, Le Pen ou Meloni, qui aspirent à accéder à la mangeoire des gouvernements, suffisent au capitalisme pour remplacer les partis socialistes, libéraux, écologistes et chrétiens, quand ceux-ci sont rejetés par les électeurs.

Néanmoins, que ce soit celle des groupes armés ou celle des partis parlementaires, toute l'extrême droite a les mêmes ancêtres : Mussolini, Franco, Salazar, Hitler et leurs bandes fascistes.

Et comme les capitalistes l'ont fait dans les années 20 et 30 en Italie, en Allemagne en Espagne, et plus tard au Portugal, en cas de luttes massives des travailleurs, le grand patronat d'aujourd'hui n'hésitera pas à armer des groupes d'extrême droite violents, comme celui autour de Van Langenhove, pour former des bandes qui attaqueront les grèves, les manifestations et les militants de la classe ouvrière.

En attendant, les membres de Schild & Vrienden sont condamnés, mais les partis d'extrême droite briguent les gouvernements et bon nombre de militaires et de policiers d'extrême droite sont protégés par l'État.

Service militaire en vogue

La propagande pour l'armée progresse partout dans le monde. La déclaration récente de Macron sur l'envoi de troupes européennes en Ukraine n'en est qu'une étape. Dans de nombreux pays, la question d'un service militaire obligatoire redevient d'actualité.

En France, en plus du « Service National Universel » (SNU) pour encadrer les adolescents pendant deux semaines, un service de « volontaire découverte » sera ouvert à des jeunes majeurs cet été pour assurer la sécurité des Jeux olympiques sous la direction de l'armée, qui espère convertir ces jeunes en militaires professionnels.

En Allemagne, le gouvernement envisage sérieusement de remettre en place le service militaire, et la propagande semble faire son effet : selon certains sondages une majorité de la population ne serait pas hostile au projet, mis à part… ceux qui devraient y aller !

Au Danemark, le service militaire obligatoire, qui existait déjà pour les hommes, a été allongé et élargi aux femmes, qui avant cela n'y allaient que sur base volontaire. Voilà le genre d'égalité que le capitalisme a à proposer aux femmes : celui de participer à ses sales guerres.

Si le service militaire peut sembler utile, en apprenant à se battre aux jeunes, il ne faut pas oublier que celui-ci vient aussi avec une formation idéologique à coup de « défense de la nation » et de maintien de l'ordre bourgeois !

Apprendre à se battre, d'accord, mais pour que les travailleurs défendent leurs intérêts, car n'oublions pas que les guerres dans lesquelles veulent nous entraîner les capitalistes, c'est pour défendre leurs profits !

L'armée : une sécurité… pour les capitalistes

Les révélations d'un membre de la famille d'un militaire à la presse ont obligé l'État à lever le voile sur les comportements violents et dégradants au sein de l'armée.

D'autres témoignages ont suivi, qui confirment que les faits sont loin de se limiter à un seul bataillon. Ces témoignages rappellent le vrai visage de l'armée au service de la bourgeoisie, prête à protéger les capitalistes en massacrant les opposants si nécessaire.

L'armée sélectionne les individus d'extrême droite, et en général, tous ceux qui acceptent une discipline qui prépare à tuer sans trop de scrupule.

Mais ce que révèle la presse, c'est que l'esprit de soumission est aussi imposé à travers les bizutages. Les soldats révèlent qu'à peine arrivés, il faut se montrer soumis aux supérieurs, leur offrir des bouteilles d'alcool et surtout ne jamais discuter les ordres, même les plus absurdes et humiliants. Ceux qui se montrent réfractaires, ou simplement dont la tête ne plaît pas aux supérieurs (dont un grand nombre sont sexistes ou racistes), subissent violences et humiliations, depuis le seau d'eau sur la tête au réveil jusqu'à l'urine sur le sac de couchage, ou le balai enfoncé dans l'anus.

Ces violences ne sont nullement des « abus », mais font partie intégrante du processus de recrutement. Elles sont d'ailleurs couvertes par toute la hiérarchie de l'armée, qui enterre les enquêtes, use de menace contre les plaignants, et quand le scandale éclate dans le presse,

met en place des sanctions bidon.

Ces bizutages permettent d'apprendre aux soldats la soumission aux ordres, mais aussi de rendre normal la brutalité et d'écarter les individus qui n'accepteraient pas de tels comportements.

Il s'agit de préparer des individus qui devront, demain, écraser sans pitié les révoltes qui pourraient remettre en question le pouvoir des capitalistes.

En plus des bizutages, la presse fait état de trafics de drogues ou d'armes par des militaires. Là aussi, ce sont des comportements loin d'être isolés, comme on l'a vu en 2021 en France où un trafic d'armes vers des militants d'extrême droite impliquait plusieurs militaires, ou encore avec l'affaire Jurgen Conings en Belgique, un militaire d'extrême droite qui avait pu sortir tout un arsenal de sa caserne pour préparer un attentat. Ces petits trafiquants ne font qu'imiter les trafics d'armes à bien plus grande échelle des mafias et des capitalistes.

Ce seront ces mêmes militaires, dont un témoignage du journal *Sudinfo* révélait qu'ils sont de plus en plus nombreux à être néonazis, qui seront à la tête de l'armée et qui maintiendront l'ordre dans les rangs si la Belgique mobilise ses troupes dans une guerre. C'est contre eux que les simples soldats devront apprendre à désobéir et s'opposer.

On n'arrête pas le progrès... militaire !

« Pour une industrie de la défense de pointe avec l'intelligence artificielle (IA) en Wallonie », la FN Herstal, John Cockerill et la Région wallonne financent à hauteur de 480.000 € un programme de recherche à l'Université de Liège.

Voilà à quoi une équipe de chercheurs va être assignée tout au long de l'année : développer des programmes informatiques et accumuler des données pour améliorer la détection des cibles, synchroniser la force de frappe des tanks, ajuster l'orientation des canons en anticipant les changements de direction de leur cible.

L'énergie et les ressources de l'humanité pourraient être mises au service du bien-être de la majorité de la population. Mais ceux qui prennent les décisions aujourd'hui sont trop occupés à défendre les intérêts des capitalistes, et leurs profits face à la concurrence. Pour cela, l'armement coche tous les critères, non seulement en remplissant les poches des marchands d'armes, mais aussi en permettant à la bourgeoisie de défendre ses intérêts économiques par la guerre, en mettant la main sur les ressources de nouveaux territoires.

Cela n'a en réalité rien d'inédit pour l'histoire du capitalisme. Il n'est pas nouveau que les ingénieurs soient mis au travail pour modéliser chars d'assaut, avions de chasse ou drones, et les chimistes pour synthétiser gaz de combat et bombes.

Une société débarrassée du capitalisme pourrait enfin mettre les connaissances de l'humanité au service de l'intérêt général. Pour cela, les exploités du monde entier auront, avec ou sans IA, à réorienter leurs canons dans la bonne direction, celle de leurs exploiteurs.

Des milliards pour les entreprises de consultance

Les entreprises comme McKinsey, BCG, Deloitte, PWC, etc, – censées guider les décisions des dirigeants – raflent des millions d'euros lors de contrats publics.

En Région bruxelloise les montants s'élèvent à plus de 350 millions depuis le début de la législature selon le journal *La Libre*. D'après le journal *Médor*, la SNCB et Infrabel auraient dépensé plus de 600 millions en consultance de 2020 à 2022. De quoi embaucher plus de 3.400 cheminots au salaire moyen de la SNCB, chacune de ces trois années !

Dans le même temps, dans les transports publiques, à l'hôpital, dans l'enseignement, l'aide à la jeunesse, dans les crèches, et dans de nombreux secteurs de la fonction publique, il manque de plus en plus de collègues pour pouvoir faire correctement le travail.

Et la pénurie risque de s'aggraver avec le prochain gouvernement vu que des coupes budgétaires de 5 milliards par an sont en préparation ! À la Région bruxelloise, le gouvernement a déjà « mis en pause » le recrutement de fonctionnaires.

Ces firmes de consultance facturent jusqu'à 9.000€ par jour pour un « associé » de BCG ! De quoi remplir les poches des actionnaires et dirigeants de ces entreprises !

Certains de ces consultants se retrouvent ensuite dans des postes dirigeants au sein de l'État, dans la haute fonction publique comme le CEO et la présidente de bpost qui viennent de McKinsey ou au sein même du gouvernement, comme Thomas Dermine — ex de McKinsey — ou Alexander De Croo — ex de BCG.

L'État au service des capitalistes

Ces consultants jouent ainsi un rôle dirigeant dans l'État, ils y imposent directement les intérêts capitalistes. On le voit à bpost, à la SNCB, aussi dans l'enseignement avec le « pacte d'excellence » dicté par McKinsey, dans le rôle joué par les entreprises de consultance pendant la crise du covid, etc.

L'État bourgeois a toujours été au

service des capitalistes, même dirigé par des fonctionnaires. Il n'y a pas eu besoin de consultants pour que la Belgique et le roi colonisent le Congo, ni pour permettre aux capitalistes belges de piller cette ancienne colonie, ni pour que les gouvernements donnent des milliards aux détenteurs des charbonnages pour soi-disant les sauver, ni pour que la police et l'armée répriment les grèves ouvrières.

Mais aujourd'hui, avec les sociétés privées de consultance, ce sont les capitalistes qui dictent directement aux administrations et à l'État les mesures les plus favorables à prendre pour les intérêts des capitalistes ! Et au passage, les actionnaires de la consultance se remplissent les poches !

Dans la misère à Bruxelles

Les chiffres sur la pauvreté à Bruxelles sont alarmants. Le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale, qui donne un revenu d'appoint aux plus pauvres, a doublé en 20 ans.

En tout 350.000 personnes vivraient avec moins de 1.450 € par mois en moyenne. Il y aurait 100.000 personnes sans papiers rien que dans la capitale, soit près d'une personne sur 10 qui sont obligés d'accepter des boulots durs et sous-payés et des logements insalubres !

Alors que les richesses ne cessent d'augmenter, cette situation est révoltante !

Logement : vrai problème et fausses solutions

Si le nombre de sans-abris ne cesse d'augmenter, le coût du logement y est pour beaucoup. Les plus pauvres d'entre nous n'auraient plus que 9 € par jour pour vivre après avoir payé leur loyer et leurs factures, et pour des logements trop petits et insalubres.

Les logements sociaux sont largement insuffisants pour répondre aux dizaines de milliers de personnes qui ont le droit d'en bénéficier, et la liste d'attente est parfois de 10 ans.

Depuis un an, la Wallonie a instauré une aide aux personnes sur liste d'attente pour obtenir un logement. Même si cette aide est un soulagement pour les 3.400 familles qui en bénéficient, elle revient finalement à prendre sur les impôts, et donc dans la poche des travailleurs… pour le verser aux propriétaires !

L'État protège les intérêts des riches et des capitalistes, sinon il commencerait par réquisitionner les logements vides et les résidences secondaires qui se comptent par dizaines de milliers.

Capitalistes : vrais profiteurs de la fraude

Les discours contre les «assistés» qui profitent du système social ne cessent pas. La semaine dernière, Georges-Louis Bouchez (MR) s'insurgeait qu'il puisse exister un guide pour expliquer aux chômeurs comment avoir accès à leur droit au chômage, et prétendait qu'en Belgique il y avait un « *système qui pousse les gens à rester à la maison plutôt qu'à aller travailler* ».

Cette démagogie n'est pas neuve et existe depuis que les travailleurs ont obtenu le droit à l'allocation de chômage. Les patrons l'ont toujours utilisé pour créer des divisions entre travailleurs et chômeurs, et pour tenter de faire baisser les allocations de chômage, ce qui leur permet ensuite de faire baisser les salaires et d'augmenter leurs profits.

Cette démagogie gagne du terrain, le nombre de dénonciations anonymes de personnes qui « profiteraient » du CPAS a augmenté. L'une d'entre elles a d'ailleurs débouché, début mars, sur la condamnation d'un couple de Chaudfontaine d'une soixantaine d'années à 6 mois de prison avec sursis, et le remboursement de 16.900 € en plus de 10.000 € d'amende, parce que la femme avait déclaré habiter seule alors qu'elle est suspectée d'avoir vécu avec son ami pendant 10 ans… On n'a jamais vu de condamnation pareille pour les capitalistes qui fraudent les taxes à coups de milliards !

Et ceux qui, pour survivre, sont obligés de cacher leur vie de couple pour grappiller quelques centaines d'euros, coûtent bien moins cher à la sécurité sociale que les patrons petits et grands qui empochent les baisses des cotisations patronales !

Dans les entreprises

Van Hool doit payer !

La direction du constructeur automobile Van Hool (Lier) a annoncé l'arrêt de la production de bus en Belgique, ainsi que le licenciement de plus de mille travailleurs d'ici quatre ans. Et il faut aussi compter l'impact pour les travailleurs des fournisseurs et des sous-traitants de Van Hool.

Pour de nombreux travailleurs, cela signifierait le chômage ou retrouver un emploi dans des conditions souvent pires.

La direction affirme que la situation est difficile, et notamment que la société de transport public De Lijn vient d'annoncer acheter des bus électriques au constructeur chinois BYD, au lieu de Van Hool… qui en fait ne voulait pas vraiment produire ces bus !

La famille Van Hool s'est enrichie pendant des années sur le travail des ouvriers et maintenant que sa gestion de l'entreprise fait naufrage, pourquoi serait-ce aux travailleurs de payer ?

Parmi les 15 très riches petits-enfants du fondateur de l'entreprise, Frank Van Hool possède à lui tout seul plus de 80 millions de fortune personnelle !

Pourquoi donc ce ne serait pas les Van Hool qui paieraient jusqu'à ce que tous les salariés retrouvent un emploi au moins équivalent ? Et en attendant, pour ne pas se retrouver au chômage, le travail pourrait être partagé entre tous !

Syndicats et politiciens demandent que les contrats soient réattribués à Van Hool pour « *défendre notre industrie* » « *contre la concurrence chinoise* ». Par la même occasion, ils demandent au gouvernement de soutenir des prêts pour Van Hool et de réinvestir de l'argent public dans l'entreprise.

La famille Van Hool s'est enrichie pendant des décennies sur le dos des travailleurs et il faudrait maintenant que l'argent de nos impôts finisse dans ses poches ? On payerait deux fois pour que des capitalistes s'engraissent ? Et ils appellent ça la justice !

Les travailleurs de Macédoine et du monde sont nos alliés

La production de bus serait effectuée en Macédoine plutôt qu'en Belgique, par des travailleurs aux salaires plus bas. Le problème, ce ne sont pas les travailleurs macédoniens, ils doivent vivre eux aussi et aimeraient bien avoir des salaires plus élevés. Le problème, ce sont les capitalistes – comme la famille Van Hool – qui jouent sur la concurrence. C'est pour cela qu'il faudra se défendre ensemble, Belges et Macédoniens. Les travailleurs des autres pays sont nos alliés, ce n'est qu'ensemble que l'on pourra lutter contre les licenciements et pour des salaires plus élevés.

Une lutte générale des travailleurs

Au-delà des travailleurs de Van Hool, ce sont tous les travailleurs de l'automobile qui sont aujourd'hui attaqués.

Chez Audi à Forest, c'est le chômage technique et les rumeurs de délocalisation. Chez Volvo à Gand, ce sont les licenciements. En France, aux Pays-Bas, en Allemagne, le passage à la voiture électrique est aussi un prétexte pour des licenciements massifs.

Et au-delà de l'automobile, de nombreux secteurs sont touchés par les licenciements, comme la distribution, l'habillement…Tous, nous sommes victimes de la course au profit et de la concurrence capitaliste qui mènent aux licenciements, aux crises et finalement aux guerres. C'est bien pour cela qu'il faudra renverser le capitalisme.

Audi Forest : ce n'est pas aux travailleurs de payer le chômage !

Les ouvriers d'Audi Forest entament trois semaines de chômage technique dans l'incertitude pesante concernant le futur de l'usine.

Dans sa communication, la direction reste vague et tente de bercer les travailleurs de paroles rassurantes. Elle cherche surtout à temporiser, et à agiter quelques espoirs pour éviter de déclencher un mouvement de résistance.

Car, quels que soient les plans du conseil d'administration d'Audi pour le site de Forest, il est certain qu'ils ne seront pas dans l'intérêt des travailleurs. Alors c'est dès aujourd'hui que se pose le problème de se défendre !

Mais les syndicats ne proposent aucune perspective. Il faudrait pourtant se préparer à se mobiliser, et bien plus largement que seulement chez Audi, mais avec Volvo, Van Hool,… et avec tous les autres secteurs !

Se partager le chômage ou se partager le travail ?

Dans les médias, les commentateurs discutent de l'avenir de l'usine en 2027 suite aux éventuelles suppressions de modèles. Mais c'est déjà aujourd'hui que les problèmes de l'emploi et des salaires se posent, non seulement pour les centaines d'intérimaires du site, mais en fait pour tout le monde.

Face aux baisses de production qu'elle a programmées, la direction a laissé entendre vouloir mettre un terme aux contrats des intérimaires.

De leur côté, les organisations syndicales prétendent défendre une politique de « solidarité » en proposant le maintien de 20 voitures par heure ainsi que du chômage économique pour tous.

Ils prétendent que ces mesures permettraient de garder les intérimaires. Mais c'est une solidarité dans l'appauvrissement, alors que le groupe a engrangé un bénéfice net de 17,9 milliards en 2023 !

Non, le chômage économique n'est pas acceptable quand on subit toutes les augmentations de prix, de loyers, etc. Chômer pendant trois semaines, c'est voir sa quinzaine diminuer de 35%, voire ne pas être payé du tout !

Bien des CDI voient cela avec angoisse et certains finissent par rejeter cette « solidarité » avec les intérimaires. Quant aux intérimaires, ils sont au chômage par intermittence, ce qui n'améliore pas leur situation.

Mais en fait, le seul qui profite de cette alternance entre des cadences insupportables et des périodes de chômage économique, c'est le patron ! Il fait d'énormes économies sur les salaires aux frais de la Sécurité sociale, et il ne doit pas payer l'électricité, etc. pendant les périodes de fermeture. En même temps, sa production est faite en un temps record, et ce n'est que pour ce temps-là qu'il paye les salaires.

La vraie solidarité ouvrière ne peut exister que dans la perspective de faire payer les actionnaires qui ont rempli leurs coffres-forts à ne plus savoir quoi en faire !

C'est eux qui doivent payer le salaire complet de tous les travailleurs, peu importe leur statut, et peu importe combien de voitures seront à produire !

De l'argent, il y en a dans les poches du patronat !

Le groupe Volkswagen, dont Audi fait partie, vient d'annoncer ses chiffres annuels pour 2023.

Alors que le volume de voitures vendues, en légère augmentation, est toujours de 16 % plus bas qu'en 2019, le bénéfice net a encore augmenté de 13,3% et atteint le nouveau record de 17,9 milliards.

Les dividendes des actionnaires qui avaient déjà augmenté de 80 % entre 2020 et 2022, vont être augmentés une nouvelle fois de 3,4 %.

Cela fait que, si en 2019, chaque travailleur du groupe dans le monde a sué un dividende de 3.610 euros pour les actionnaires, ce sont 6.913 euros en 2023 !

Leurs profits ou nos salaires ?

Alors que la crise s'aggrave et les prévisions pour les ventes d'automobiles s'assombrissent, les dirigeants de Volkswagen veulent maintenir leurs profits, voire les augmenter !

En conséquence, ils annoncent un plan d'économie de 10 milliards d'euros, rien que pour la marque VW.

Ils ne les prendront pas sur les dividendes, mais tenteront de les prendre sur nos salaires !

Et démagogue avec ça !

Le CEO du groupe Volkswagen, Oliver Blume, annonce qu'il renonce à 5 % de sa rémunération de base (qui s'élève à 1,3 million d'euros). En tant que dirigeant, il dit « *vouloir commencer par lui-même* » et montrer le « bon exemple ». Il oublie bien sûr sa rémunération variable qui lui a fait gagner en 2023, 9,4 millions d'euros en tout ! Et même sans elle, il est loin d'être sur la paille !

On peut en tirer deux conclusions : Ils préparent des attaques majeures contre les travailleurs et craignent leurs réactions. Et les actionnaires paient grassement un CEO chargé d'organiser des attaques contre nous !

Screening des travailleurs du rail

L'autorité nationale de sécurité (ANS) impose désormais des « vérifications de sécurité » à plusieurs postes de travail de la SNCB et d'Infrabel. Cela concerne, entre autres, les techniciens, les conducteurs de train et les agents Sécurail.

La police fédérale et la Sûreté de l'État (les services de renseignements belges) vont passer au peigne fin la vie et les fréquentations de 7.900 cheminots et celle des prochains à postuler.

À l'issue de ces contrôles, la décision d'un licenciement pur et simple peut être prise, sans recours, avec interdiction à vie de postuler dans les chemins de fer.

Sous couvert de la lutte contre le terrorisme, l'État se raidit encore plus contrôler les travailleurs.

Mais la dégradation et la menace de blocage du réseau n'ont pas besoin d'attendre le terrorisme, la direction s'en charge déjà ! … en maintenant le sous-effectif, en supprimant des postes, en fermant des guichets en gare.

D'Ieteren : les actionnaires s'engraissent

D'Ieteren, une société d'investissement basée à Bruxelles, a vu exploser ses bénéfices en 2023.

Le chiffre d'affaires du groupe, qui a augmenté de 43 % durant l'année écoulée pour atteindre 11,6 milliards, a permis aux actionnaires de toucher pas moins de 220 millions d'euros.

Parmi ses secteurs d'activité juteux, une filiale qui distribue des voitures des marques Volkswagen en Belgique : « D'Ieteren Automotive ». Celle-là même qui, en 2022, avait licencié sec 98 travailleurs en fermant un site de carrosserie à Drogenbos ainsi que des bureaux à Ixelles. La même qui avait aussi, en 2020, supprimé 123 emplois dans « un plan de transformation ».

En clair, après avoir licencié et augmenté la charge de travail de ceux qui restent, les affaires de la famille D'Ieteren roulent bon train, elle qui transmet de génération en génération son patrimoine bourgeois depuis plus de deux siècles.

Les contradictions du libre-échange

Les contradictions du libre-échange

La mobilisation des agriculteurs a remis sur le devant de la scène le traité de libre-échange (en cours de négociation) du Mercosur qui vise à baisser les droits de douane entre l'Union européenne et l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

En 2015, l'opposition au TTIP (traité de libre-échange avec les États-Unis), mais aussi surtout au CETA (traité de libre-échange avec le Canada) avait fait les gros titres. Surtout quand Paul Magnette avait fait mine de s'y opposer en tant que ministre-président wallon, avant de le signer.

Mais les travailleurs n'ont rien à

espérer de l'adoption ou du rejet de ce traité. Car ces traités n'ont pour but que de régler temporairement un certain nombre de problèmes de concurrence entre capitalistes, pas d'améliorer le sort des travailleurs ni des petits agriculteurs.

Et comme tous les traités de libre-échange, l'adoption ou le rejet du Mercosur dépendra des exigences des capitalistes les plus puissants.

Le capitalisme a accéléré la mondialisation

Avant même les débuts du capitalisme, les échanges étaient mondialisés. Le capitalisme a simplement développé la mondialisation.

Dès le 13e siècle, puis la découverte du continent américain à la fin du 15e et l'ouverture des routes commerciales de l'Atlantique, les marchands ne se sont pas limités aux frontières de ce qui allait devenir l'Europe.

Par les routes de la soie vers la Chine, puis par la colonisation de l'Amérique à la fin du 15e siècle, et celle des pays d'Asie et d'Afrique au 19e, les bourgeois européens ont installé des comptoirs aux quatre coins du monde pour faire du commerce et piller les ressources et les peuples de chacun de ces continents.

Ces richesses accumulées permirent le décollage de la révolution industrielle à la fin du 18e siècle. Pour écouler la nouvelle production industrielle à grande échelle, la bourgeoisie ouvrit des marchés en construisant des voies de chemin de fer, développa la navigation et le commerce de longue distance.

Au début des années 1900, le commerce mondial avait explosé aussi bien pour la production agricole que la production manufacturée.

Cette mondialisation du commerce, si elle permit de connecter l'humanité et de développer le commerce et la production, se fit dans le sang et la sueur. Le capitalisme en s'étendant sur toute la planète détruisait toutes les autres civilisations et empires qui préexistaient. Partout où les capitalistes s'implantaient, ils semaient l'exploitation, les épidémies, les famines et les guerres.

Le capitalisme développe la classe ouvrière

Les militants communistes Marx et Engels, tout en dénonçant la barbarie du capitalisme, ont montré que derrière les atrocités, les crises et les guerres, existait la possibilité d'utiliser la production industrielle à l'échelle mondiale créée par le capitalisme pour répondre aux besoins de toute l'humanité.

Et ce n'était pas un doux rêve, car la classe sociale qui pouvait organiser la production à l'échelle mondiale était en train de naître : la classe ouvrière.

Car le développement du capitalisme, à l'époque comme aujourd'hui, transforme partout des millions de petits paysans et d'artisans en prolétaires qui ont partout les mêmes intérêts, les mêmes ennemis et qui sont reliés par l'organisation mondiale de la production.

Bateaux de la compagnie des Indes Orientales (Néerlandais)

Libre-échange ou protectionnisme ?

Depuis la fin du 19e siècle, la production et le commerce sont contrôlés par une poignée de grandes multinationales – comme General Electrics, Exxon Mobile, Unilever, Volkswagen, Microsoft, etc. – qui ont souvent un poids supérieur à bien des États. Par le poids économique de ces multinationales, leurs actionnaires imposent de fait leur politique aux États du monde entier.

Mais pour défendre leurs intérêts, ces multinationales se reposent essentiellement sur leur État national et sur leurs politiciens, que ce soit pour obtenir des contrats et des aides publiques, pour obtenir une législation favorable, protéger leurs investissements à travers le monde y compris par l'intervention militaire.

Par exemple, le groupe Volkswagen attend de l'État allemand qu'il protège ses investissements, qu'il facilite son implantation à l'étranger, qu'il défende ses intérêts contre ses concurrents européens, qu'il lui donne des subventions publiques pour garantir ses profits, etc.

L'armée française est intervenue au Mali, contre l'avancée de rebelles islamistes, pour protéger le Niger et ses mines d'uranium nécessaires au groupe Français Orano.

Les traités de libre-échange sont négociés entre États

Les multinationales sont en concurrence à l'échelle mondiale pour se répartir les marchés. Chacune voudrait protéger son marché et capter celui de son concurrent.

Mais ces échanges et la concurrence ne sont pas « libres » ni faits sur un pied d'égalité.

Quand l'Union européenne négocie un traité de libre-échange avec l'Ukraine ou le Vietnam par exemple, elle est en mesure de dicter sa volonté à ces États, car elle est bien plus riche et puissante.

Dans d'autres cas, les États peuvent devenir protectionnistes pour permettre à des entreprises locales de maintenir leurs prix plus élevés, malgré la concurrence des entreprises étrangères.

Ainsi, si les gouvernements wallons ou français s'opposent aujourd'hui, en parole au moins, au traité du Mercosur c'est parce que les trusts agroalimentaires locaux

ne veulent pas subir la concurrence des exploitations sud-américaines.

Mais ce n'est certainement pas parce que les normes sanitaires seraient « meilleures » en Europe. Les nombreux scandales sanitaires de ces dernières années – la présence de PFAS dans l'eau, le scandale de la vache folle, le lait contaminé de Lactalis (qui avait contaminé des dizaines de nourrissons), les lasagnes à viande de cheval de Findus, etc. – montrent que les capitalistes européens de l'agroalimentaire se soucient bien peu de la santé de ceux qui consomment leurs produits.

Libre-échange et protectionnisme : deux politiques aux service des capitalistes

Dans leur concurrence mondiale, les États peuvent passer de l'un à l'autre, ou défendre l'un dans un secteur et l'autre dans un autre secteur, en fonction des intérêts des entreprises.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à soutenir l'une ou l'autre de ces politiques, car aucune n'empêche les capitalistes de licencier et d'imposer de bas salaires pour faire plus de profits.

La violence économique contre les travailleurs ne vient pas des traités de libre-échange, mais de la course au profit des capitalistes et de leur concurrence qui entraînent crises et guerres.

Pour mettre fin à l'exploitation et aux guerres, il faudra renverser le système capitaliste et pour cela, les travailleurs du monde entier sont nos meilleurs alliés.

International

La force des femmes

Au Congo, alors que les combats font rage dans la région du Nord-Kivu, des milliers de femmes se sont mobilisées le 8 mars pour dénoncer la guerre et les violences commises envers les femmes.

Car la guerre qui sévit depuis près de 30 ans entre différents groupes armés, pour le contrôle de l'extraction des nombreux minerais de la région, touche les femmes avec une terrible brutalité. Les viols y sont quotidiens, parfois perpétrés devant la famille, et laissent des conséquences physiques et morales souvent irréversibles.

Le viol en temps de guerre est loin d'être une spécificité du Congo. Il est utilisé par toutes les armées, y compris celles des États les plus développés, comme les États-Unis, la France ou le Japon. En formant des soldats à la haine du camp d'en face, en sélectionnant les individus les plus barbares, et en faisant passer le viol de femmes comme des récompenses des victoires militaires, la bourgeoisie crée des armées qui ne peuvent manquer de transformer un certain nombre de ses membres en violeurs, s'ils ne l'étaient pas déjà avant.

Mais au Congo, la pratique du viol est utilisée systématiquement, sur les femmes de tous les âges, de l'enfant au berceau jusqu'à la grand-mère sur son lit de mort. L'objectif est de terroriser la population. En l'absence d'obus ou de Napalm capable de raser les villages, le viol systématique devient une méthode pour contrôler certaines régions en se débarrassant de leurs habitants. Car le viol dans ce cas sert à briser psychologiquement des communautés entières, surtout dans des régions où la femme violée est ensuite rejetée par toute sa famille qui « perd la face » et n'est plus prise au sérieux.

Malgré toutes ces atrocités, les femmes se relèvent et continuent de se battre, au moins pour leur propre vie ou celle de leurs enfants.

Souvent interdites de travail à la mine, sous prétexte de malheur selon certaines superstitions, elles sont condamnées à dépendre d'autres hommes ou à trouver des petits boulots, et nombre d'entre elles se retrouvent dans des camps de réfugiés.

Certaines, parfois âgées de 13, 14 ans s'engagent dans des milices locales ou dans l'armée, pour se venger de ce qu'elles ont subi ou dans l'espoir que le groupe armé qu'elles choisissent pourra amener la paix, comme le montre le documentaire d'Arte *Combattantes du Nord Kivu, l'impossible destin*.

Ce qui est certain, c'est que ces femmes ne manquent pas de courage ni de détermination, et qu'elles sont nombreuses à se relever après l'horreur subie.

Mais aucun groupe armé organisé par la population, même le plus sincère, ne pourra mettre fin définitivement à la barbarie. C'est seulement en tant que travailleuses, en s'adressant aux autres travailleuses et aux travailleurs du Congo et finalement du monde entier, et en prenant les armes contre les impérialistes qui pillent l'Afrique et la planète entière, que le cauchemar pourra se terminer.

Gaza : la violence permanente

La population de Gaza, condamnée à vivre dans des conditions effroyables, continue de subir la violence de l'État d'Israël.

La bande de Gaza est un champ de ruine. 1,4 million de Palestiniens se massent dans les camps de la ville de Rafah, à la frontière sud. Des centaines de milliers de personnes vivent également dans les ruines des villes bombardées, comme l'ancienne villes de Gaza.

Depuis le 7 octobre, le bilan dépasse 31.000 morts et 72.000 blessés palestiniens et les bombardements continuent ! Le manque d'eau et de nourriture, de plus en plus sérieux, a déjà causé la mort de nombreuses personnes, surtout des enfants.

Les convois alimentaires sont strictement bloqués par l'armée israélienne. À la frontière, les camions attendent des semaines avant d'être inspectés et de pouvoir rentrer dans la bande de Gaza. Les largages par avion ne représentent quasiment rien, et les livraisons par bateaux sont très largement inférieures à ce qui serait quotidiennement nécessaire. Quand elles ont lieu, les distributions de nourriture sont encadrées par l'armée israélienne, qui a de nouveau tué 20 personnes et fait 155 blessés durant la nuit du 15 mars.

Hypocrisie des dirigeants américains

Pendant ce temps, Biden démontre son hypocrisie en annonçant la construction d'un port sur les côtes de Gaza… dans deux mois, en vue d'y acheminer de l'aide humanitaire. Tout comme il « *appelle au cessez-le-feu* », mais continue la livraison massive de matériel militaire.

Biden se soucie de son image, mais laisse les mains libres au gouvernement israélien, lui permettant de continuer à massacrer et affamer les Gazaouis.

L'armée israélienne massacre aussi des Israéliens !

Le 7 octobre, lors de l'attaque contre Israël menée par le Hamas, au moins 70 civils israéliens ont été tués… par l'armée israélienne elle-même.

Un rapport, sorti dans la presse israélienne, explique comment, au moins dans les premières heures de l'attaque, les soldats israéliens avaient pour ordre prioritaire de tuer les combattants du Hamas, même si cela voulait dire tuer du même coup des otages israéliens. Par exemple, un gradé de l'armée aurait ordonné à un blindé de tirer sur une maison où se trouvaient encore 13 otages.

Cette tactique militaire, appelée « Hannibal », aurait été utilisée de façon quasi automatique, même si elle avait été officiellement abrogée en 2016, car, comme le dit cyniquement un gradé de l'armée israélienne « *quand il y a prise d'otage, c'est Hannibal* ».

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail : contact@lutte-ouvriere.be
Tel : 0470-18.82.39
Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !

Les élections ne peuvent pas changer la société, mais elles peuvent être utiles aux travailleurs pour se regrouper et faire entendre leurs intérêts, sans illusions, en vue des luttes à venir.

C'est dans cette perspective que Lutte Ouvrière présentera en Belgique deux listes aux élections fédérales de juin 2024. Une dans le Hainaut, et une pour la première fois à Bruxelles.

Alors pour refuser le cirque électoraliste, pour faire entendre le camp des travailleurs, pour dénoncer l'exploitation et les guerres du capitalisme, pour commencer à se regrouper et s'organiser, soutenez, signez et faites signer autour de vous pour que les listes Lutte Ouvrières puissent se présenter aux élections fédérales de juin 2024 !

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Si vous le voulez, vous pouvez nous soutenir financièrement par virement bancaire sur notre compte avec les informations suivantes :

- ✓ IBAN : BE84 0637 7.593 4.559
- ✓ Communication : «Campagne Lutte Ouvrière»

Attention : la loi limite la participation individuelle à 500 euros, merci de ne pas dépasser ce montant.

Vous pouvez signer via ce QR code :